



Le Master Droit de L'Environnement, de la Sécurité et de la Qualité dans les Entreprises vous présente :

PRESS'ENVIRONNEMENT

www.juristes-environnement.com



Revue Pluridisciplinaire Africaine de l'Environnement | N°2 – Avril 2021

APPEL À CONTRIBUTION

« La sécurité alimentaire et les défis agricoles en temps de crise : regards croisés Afrique -Europe ».

La deuxième édition de la Revue Pluridisciplinaire Africaine de l'Environnement d'Avril 2021 sera consacrée à la sécurité alimentaire et aux enjeux agricoles en temps de crise avec une vision des relations Afrique-Europe.

I- Argumentaire

Rappelons que la sécurité alimentaire est l'une des priorités de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et également au centre des objectifs de l'Union européenne au regard de sa réglementation. L'année 2020 a été marquée par la pandémie liée à la Covid-19, qui a plongé le monde entier dans une situation de crise. Celle-ci a eu un impact considérable sur les systèmes alimentaires mondiaux et aura des conséquences négatives sur la sécurité alimentaire des populations. Cette crise montre à quel point les mécanismes mis en place pour anticiper et réguler les grandes crises restent fragiles et souvent défectueux.

En outre, le secteur agricole qui joue un rôle déterminant dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire n'a pas été épargné dans la mesure où un dysfonctionnement est noté au niveau des différents maillons des chaînes de valeur. Des études ont montré qu'en Afrique, le secteur agricole est au cœur des économies étatiques. Il constitue un réel réservoir d'emplois puisqu'il représente en moyenne 55% de la population active des pays africains.

Ainsi, la fermeture des frontières et l'isolement de beaucoup de pays européens comme africains a favorisé la limitation de la main d'œuvre agricole et la perturbation de la collecte et le transport des produits agricoles vers des zones de consommation. La crise de la Covid-19 a mis à nu les faiblesses du système agricole et alimentaire mondialisé. Ce qui signifie que l'urgence sanitaire engendrée par cette pandémie doit aussi être traitée en même temps que l'urgence alimentaire qu'elle provoque.

La question clé sur laquelle se concentre ce numéro est la suivante : en cette période de crise sanitaire quel rôle l'agriculture joue-t-elle dans le développement des pays africains en tenant compte des implications environnementales.

Cet appel à contribution est lancé conjointement par la **Revue Pluridisciplinaire Africaine de l'Environnement** et la revue **Press'Environnement** du Master 2 Droit de l'environnement, de la sécurité et de la qualité dans les entreprises de l'université Paris Saclay, pour une publication d'articles en provenance de toutes les disciplines des sciences sociales, des sciences de la technologie et de l'innovation et des sciences humaines. Cette importante collaboration entre ces deux entités contribue via la recherche à relever le défi de la sécurité alimentaire mondiale sur des thématiques aussi pertinentes et variées.

II- Les axes de recherche

Les débats sur la sécurité alimentaire et les enjeux agricoles touchent toutes les sociétés, une analyse pertinente en temps de crise doit être globale, plurielle et interdisciplinaire.

Les articles proposés devront répondre aux interrogations suivantes :

- Quelles sont les innovations remarquables dans les productions agricoles en Afrique ?
- Comment aligner les activités agricoles au droit à l'alimentation ?
- Comment les Etats africains innovent-ils en cette période de pandémie de la Covid-19 ?
- Quels sont les obstacles à la sécurité alimentaire en Afrique ?
- Quelles sont les implications de la législation européenne dans les échanges agricoles avec l'Afrique ?
- Comment favoriser les circuits-courts pour promouvoir le développement de l'agriculture ?
- Quelles sont les implications de l'adoption de la biotechnologie ?
- Comment transformer la matière première agricole en produits finis afin de maintenir la valeur ajoutée en Afrique ?

En dehors des axes proposés, d'autres approches peuvent être explorées.

Notez ci-après quelques références bibliographiques :

Adegbidi AA., *Les performances du maïs amélioré TZB en milieu paysan dans le département de l'Atacora au Bénin*, In : Production et valorisation du maïs à l'échelon villageois en Afrique de l'Ouest : actes du séminaire « Maïs prospère », 25–28 janvier 1994, Montpellier (France) : CIRAD-SAR, UNBFSA.

Bricas N, Tchamda C, Martin P., *Les villes d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont-elles si dépendantes des importations alimentaires ?* Cahiers Agricultures 25(5) : 10, 2016.

Bureau A. et Huchet E., *Quelle politique alimentaire pour l'Union européenne ?*, Pour La Solidarité, Notes d'analyse, Octobre 2015, 26p.

Byerlee D, de Janvry A, Sadoulet E., *Agriculture for development: toward a new paradigm*. Annual Review of Resource Economics 1, 2009, 15–31.

Djamen Nana P, Andrieu N, Zerbo I, Ouédraogo Y, Le Gal PY., *Agriculture de conservation et performances des exploitations agricoles en Afrique de l'Ouest*. Cahiers Agricultures 24, 2015, pp.113–122.

Dury S, Vall E, Imbernon J., *Production agricole et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest*, Cahiers Agricultures, numéro thématique, 2017.

Gerard F, Dury S, Belieres J-F, Keita MS, Benoit-Cattin M., *Comparaison de plusieurs scénarios de lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali*, Cahiers Agricultures 21(5), 2012, pp. 356–365.

Guibert H, Kueteyim PK, Bassala J-PO, M'Biandoun M., *Intensifier la culture du maïs pour améliorer la sécurité alimentaire : le producteur du Nord Cameroun y a-t-il intérêt ?* Cahiers Agricultures 25(6) : 65006, 2016.

Ogundari K., *The paradigm of agricultural efficiency and its implication on food security in Africa: what does meta-analysis reveal?*, World Development 64, 2014, pp. 690–702.

III- Les modalités de contribution et normes de rédaction

Les articles proposés doivent être accompagnés d'une brève biographie de l'auteur et ils ne doivent pas être publiés auparavant ou être en cours de publication. Ils doivent être envoyés en version électronique Word à l'adresse suivante : contact@association-jae.com.

Le résumé et l'abstract doivent contenir chacun un maximum de 200 mots et écrits en format suivant : times new roman, taille de police 12, interligne simple. Tous les mots d'une autre langue autre que le français (les articles en français) et l'anglais (pour les articles en anglais) doivent être mis en italique. Les mots clés de l'article doivent être indiqués.

Les articles soumis doivent être compris entre 8 à 10 pages, incluant la qualité de l'auteur (grade et situation académique) ; interligne 1,5, texte justifié, police times new roman, taille de police 12, marge 2,5 cm, la mise en

page à gauche 2,5 cm, mise en page à droite 2,5cm, en haut interligne simple. Les notes de bas de pages en continue : times new roman, taille 10, interligne simple.

Pour plus de détail concernant les consignes aux auteurs, bien vouloir envoyer un email à l'adresse ci-dessus indiquée.

IV- Calendrier

- Date limite de soumission des résumés d'article : **29 janvier 2021** ;
- Date de communication des articles sélectionnés : **13 février 2021** ;
- Date limite des textes finalisés complet : **27 mars 2021** ;
- Publication dans la Revue Pluridisciplinaire Africaine de l'Environnement : **avril 2021**.

Nous vous prions de nous envoyer le résumé de votre article au plus tard le 29 janvier 2021. Les auteurs des articles sélectionnés seront informés avant le 13 février 2021 et devraient soumettre leur article complet au plus tard le 27 mars 2021.

Pour nous adresser votre contribution : contact@association-jae.com.

V- L'équipe de la revue

Comité scientifique

- **Nadine MACHIKOU** : Professeure titulaire de science politique et chercheure au Centre d'études et de recherches sur les dynamiques politiques et administratives, Université de Yaoundé II, LASPAD de l'Université Gaston Berger (Cameroun)
- **Jean-Claude TCHEUWA** : Professeur des universités, Université de Yaoundé II (Cameroun)
- **Mostefa MAOUENE** : Professeur de droit privé et sciences criminelles, Enseignant-chercheur, Faculté de droit et des sciences politiques, Université Djillali Liabès (Algérie)
- **Emnet BERHANU GEBRE** : Docteure en droit, Consultante et chercheure en droit international, européen et des droits de l'homme spécialisée en études migratoires à l'Organisation internationale pour les migrations (Ethiopie)
- **Thomas MBIDA ELONO** : Docteur en droit et assistant en droit international, Université Yaoundé II (Cameroun)
- **Adelaïde NGUEJO THAYOH** : Docteure Ph. D en droit public Chercheure au Centre d'Études et de recherches en droit international et communautaire (CEDIC) Université de Yaoundé II (Cameroun)
- **Fiacre Sourou LOKO HOUNKPATIN** : Docteur en droit public, Chercheur au CeDAT/FADESP, Juriste spécialiste de l'environnement, Faculté de Droit et de Sciences Politiques – Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
- **Williams TABEKO** : Chargé de cours de l'Université de Maroua, Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, Département de Philosophie-Psychologie (Cameroun)
- **Melkide HOSSOU** : Doctorant en Droit public, Chargé d'enseignement, Institut de Droit de l'environnement (CNRS, UMR 5600, EVS-IDE), Université Jean Moulin Lyon 3 (France)
- **Yacoub BITOCHO** : Président de RSE Bénin, Assistant de recherche au Centre de Droit International et d'Intégration Africaine (Bénin)
- **Olivier TREMOUILLE** : Directeur Business Application Power Conversion (France)
- **Alioune GUEYE** : Environnementaliste-Haleutique (Sénégal)
- **Kany Abiba Nelly Carla TOURE** : Enseignant-Chercheur UFR Sciences Economiques et Gestion, Université Félix Houphouët Boigny, Consultante en Corporate Sustainability pour l'Afrique de l'ouest (Côte d'Ivoire)

Comité de rédaction

- **Thomas d'Aquin MBIDA ELONO** : Docteur en droit public et chercheur au Centre d'Études et de Recherches en Droit International et Communautaire (CEDIC)
- **Carina EDOU** : Documentaliste
- **Noël Romuald MEKE** : Docteur PhD en Science Politique et chercheur au Centre d'études et de recherches sur les dynamiques politiques et administratives de l'Université de Yaoundé II
- **Astride Ronny AVOULOU ETOUA** : archiviste documentaliste
- **Ulrich Aurélien METENDE** : Doctorant en Philosophie à l'Université de Yaoundé-I et Chercheur au The Muntu Institute (African Humanities and social sciences)
- **Hervé MVONDO** : Docteur Ph. D en droit des affaires de l'université de Yaoundé II Soa Cameroun - Chef de laboratoire environnement et développement, et point focal de son centre de recherche auprès de l'OAPI
- **Adelaïde NGUEJO THAYOH** : Docteure Ph. D en droit public Chercheure au Centre d'Études et de recherches en droit international et communautaire (CEDIC) Université de Yaoundé II
- **Maurice MWAIYANGA NGBANGA** : ingénieur environnementaliste et activiste
- **Deborah MAKONDA** : Juriste, diplômée en Master 2 droit privé des affaires en partenariat avec L'ESSEC à l'université de Cergy-Pontoise
- **Joël MOUDIO MOTTO** : Enseignant-chercheur en science politique – Analyste en gouvernance au Nkafu Policy Institute

Directrice de publication

- **Chancia IVALA PLAINE** : Juriste en droit de l'environnement – Présidente de Jeunesse Africaine pour l'Environnement